

# La Révolution Prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

## ÉDITORIAL

### Le syndicat et les jeunes

par Jean MOREAU

C'est aux jeunes que nous pensons, en premier lieu, en consacrant ce n° au quatre-vingtième anniversaire de la Charte d'Amiens et en vous demandant de venir nombreux à la conférence-débat le JEUDI 26 MARS à 20h.30 (20 - 27, rue des Tanneries, 75013 Paris - métro Corvisart) au cours de laquelle, le Camarade Yannick SIMBRON, secrétaire national de la F.E.N., parlera des problèmes du syndicalisme aujourd'hui.

Qu'est-ce que le syndicat pour un syndicaliste? Une réalité et une utopie. La première naît d'un réflexe de défense corporative de la part de celui qui est contraint, pour vivre, de louer sa force de travail à un employeur capitaliste ou non. La seconde s'appuie sur une morale: celle de la République sociale qui entend partager les richesses entre tous les hommes. Les Chartes d'Amiens et de Toulouse soulignent - pour ce faire - la nécessité de l'autonomie du mouvement par rapport à l'Etat, aux partis, aux philosophies et, bien sûr, au patronat.

L'action des lycéens et des étudiants de cet hiver - la plus importante de ce type que le pays ait connue - suscite à cet égard d'utiles réflexions.

Force, sagesse, beauté la caractérisent. Beauté par sa rigueur et l'âge de ceux qui l'ont menée. Sagesse révolutionnaire par sa volonté de mourir à soi-même: de ne pas aller au delà de son rôle de groupe de pression. Force par son ampleur et son unité. Ainsi, le moyen est, subordonné à la fin.

Les jeunes, pour autant, ont-ils réinventé le syndicalisme?

La réponse n'est pas simple si l'on veut comparer ce qui est comparable.

Oui, par le point de départ corporatif. Oui, par le souci d'indépendance. Oui, par la morale.

Non, parce que lycéens et étudiants ne sont pas des salariés. Non, parce que la "coordination" exprime leur défiance à l'égard de structures souvent affaiblies ou inconsistantes. En ce sens, leur vague puissante et furtive s'apparente à celle d'un mouvement radical au double sens du terme: celui

que suggèrent l'étymologie et - jadis - le Programme de Belleville. Un "pur diamant" cependant, une "marche civique" menée par des "puritains de la démocratie". La leçon est terrible pour la "classe politique". Elle l'est aussi pour les appareils syndicaux qui, exceptés la F.E.N., s'accrochent à un syndicalisme divisé.

La leçon est heureuse pour des syndicalistes épris d'unité, d'indépendance et de démocratie ouvrières. Elle montre que nous avons des cadets en bonne santé intellectuelle et morale. Pour la première fois, sans doute, grâce à l'élévation générale des connaissances, la jeunesse n'est plus seulement une grâce mais est devenue - l'espace de quelques semaines - un mérite: refusant de tourner un moulin sans grain à moudre, elle entend accorder les valeurs et les paroles avec les actes.

Ainsi naît l'espérance.

J. M.

\*  
\*\*\*  
\*\*\*\*\*

## IMPORTANT

*INVITATION*  
Jeudi 26 mars 1987  
à 20h.30  
25-27, rue des Tanneries  
75013 Paris  
métro Corvisart

Cher(e) Camarade et Ami(e),

A l'heure où beaucoup s'interrogent sur l'avenir du mouvement syndical dans une société en recherche de nouvelles valeurs, il nous paraît utile d'organiser un libre débat sur le

thème:

LE SYNDICALISME... AUJOURD'HUI

avec la participation du Camarade Yannick SIMBRON, Secrétaire national de la Fédération de l'Education nationale.

---

Jean MOREAU, Directeur de la Révolution Proletarienne  
26, rue des Rosiers - 75004 Paris

# LA F.E.N. ET L'HISTOIRE DU SYNDICALISME

## « LA CHARTE D'AMIENS »

par Guy DELAGE

La Fédération de l'Education nationale est l'une des grandes centrales françaises. Organisation représentative des personnels de l'éducation, de la recherche et de la culture, la F.E.N. n'est pas un syndicat, mais une Fédération autonome de syndicats nationaux de catégories.

Depuis la troisième scission confédérale de 1947, sa situation est particulière au sein du mouvement syndical. Elle n'est plus affiliée à une confédération. En effet, son congrès de mars 1948 devait adopter le principe du passage provisoire à l'autonomie pour mieux conserver l'unité de la Fédération.

Voir se retrouver dans la F.E.N. les différents courants de la pensée ouvrière, divisés par ailleurs dans le mouvement syndical, n'est pas la moindre particularité de la Fédération.

Sur le plan de son orientation, la F.E.N. se réfère aux principes de la CHARTE D'AMIENS, singulièrement, pour ce qui concerne l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques.

La CHARTE aujourd'hui a quatre-vingts ans et pourtant elle est si proche de nous.

Composante de l'ancienne C.G.T., la Fédération de l'Education nationale ne pouvait rester en dehors d'une commémoration aussi importante pour la classe des travailleurs.

Elle a pris deux initiatives en cette fin d'année 1986:

1) Réunion à AMIENS, le 16 octobre 1986, DE SON BUREAU FEDERAL NATIONAL, l'instance la plus élevée après le congrès.

Puis, sur le lieux-mêmes où se tint le Congrès, un préau d'école, elle a procédé à l'inauguration d'une plaque commémorative.

2) Réalisation, par le Département HISTOIRE SOCIALE de son CENTRE FEDERAL, d'un document intitulé "ACTUALITE DES CHARTES D'AMIENS ET DE TOULOUSE", célébrant à la fois le 80ème anniversaire de la Charte d'Amiens (8 - 13 octobre 1906) mais aussi le 50ème anniversaire de la Charte de Toulouse (2 - 5 mars 1936).

### UN PEU D'HISTOIRE

C'est à Limoges, du 23 au 28 septembre 1895, que fut constituée la C.G.T. Le congrès devait voter le texte suivant: "Entre les divers syndicats de groupements professionnels, de syndicats d'ouvriers et d'employés des deux sexes existant en France et aux Colonies, il est créé une organisation unitaire et collective qui prend pour titre: CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL."

Et le texte précisait que: "Les éléments constituant la Confédération Générale du Travail devront se tenir en dehors de toutes écoles politiques..."

La C.G.T. était née et, immédiatement se manifestait la volonté des responsables du mouvement syndical de veiller jalousement sur l'indépendance de leur organisation. L'Autonomie du mouvement syndical devait se préciser d'autant que les socialistes français réalisèrent leur unité dans la S.F.I.O. en avril 1905. L'Unité rendue effective sur le plan politique, le problème des rapports entre l'organisation politique et l'organisation économique du prolétariat se trouvait modifié.

L'année suivante, au Congrès de la C.G.T. à Amiens, s'engagea un débat qu'on peut qualifier d'historique sur les rapports des syndicats avec les partis politiques.

Congrès important, s'il en fut, puisqu'il donna naissance à la "CHARTRE D'AMIENS" qui pour longtemps dominera toute la vie syndicale, mais encore plus largement l'histoire du mouvement ouvrier français.

Lorsque du 8 au 13 octobre 1906, la jeune C.G.T. (elle n'avait que onze ans) tint son Congrès dans le préau de l'école primaire de garçons, rue Rigollot, c'est une organisation pleine de vitalité qui réunit ses militants.

Deux importantes questions sont inscrites à l'ordre du jour: LES RAP-  
PORTS entre la Confédération et le Parti socialiste; L'ANTIMILITARISME.

La motion sur ce dernier point - motion YVETOT - sera votée presque sans débat, par 488 mandats contre 310 et 72 blancs et nuls.

Quant à la première question, Victor RENARD, de la Fédération du textile, propose d'emblée que "Le Comité Confédéral s'entende toutes les fois que les circonstances l'exigeront, soit par des délégations intermittentes ou permanentes avec le Conseil National du Parti socialiste, pour faire triompher plus facilement les principales réformes de la classe ouvrière."

Les réformistes, les révolutionnaires et les anarchistes devaient soutenir la motion présentée en opposition par Victor GRIFFUELHES, Secrétaire Général de la C.G.T. Après un long débat, ce texte, devenu "La CHARTRE D'AMIENS" fut adopté par 834 voix pour, contre 8 et 1 abstention. Pour la petite histoire, il est bon de savoir que la "CHARTRE" fut rédigée sur un coin de table au Buffet de la Gare. Emile POUGET tenant la plume, Victor GRIFFUELHES, Alphonse MERRHEIM, Paul DELESALLE et Louis NIEL en furent les principaux rédacteurs. Ce qui frappe encore aujourd'hui: c'est son style d'une remarquable clarté.

#### "ACTUALITE DES CHARTES D'AMIENS ET DE TOULOUSE"

Tel est le titre de la brochure spéciale éditée par le département HISTOIRE SOCIALE DU CENTRE FEDERAL. Le contenu est le suivant:

- 1) Présentation: allocution du Secrétaire général de la F.E.N.
- 2) La Charte d'Amiens:
  - a - De la Commune à la C.G.T.
  - b - Le Congrès d'Amiens.

- c - Encarts: - La Charte d'Amiens - Les socialistes: de L'UNITE à l'émiettement - L'action directe - Anarchisme, socialisme et syndicalisme - Emergence du droit social et syndicalisme - Biographies: GRIFFUELHES, KEUFER, MERRHEIM, PELLOUTIER, POUGET, RENARD.  
Opinions de Roger HAGNAUER.

3) La Charte de Toulouse:

- a - Le contexte.  
b - Les conditions de l'Unité.  
c - Encarts: - La Charte de Toulouse - Biographies: JOUHAUX, FRACHON.

4) Iconographie.

5) Bibliographie.

6) Chronologie des principaux événements ayant marqué le mouvement syndical français.

7) Présentation du département Histoire sociale.

G. D.

## UNE PAGE DE L'HISTOIRE DU SYNDICALISME

# Il y a quatre-vingts ans «La Charte d'Amiens»

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la CGT disant :

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise, comme moyen d'action, la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes, qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale.

# Remarques sur la démocratie syndicale

par Roger BOSSIÈRE

Une étude sur la démocratie dans tous les syndicats (d'hier et d'aujourd'hui, les règles statutaires confrontées aux réalités, etc.) serait fort intéressante mais ne semble pas exister. Je me bornerai à quelques réflexions.

La démocratie syndicale implique que les syndiqués prennent les décisions qui leur semblent nécessaires et appliquent ces décisions.

A quelles conditions cet objectif (la démocratie) peut-il être atteint?

Il est d'abord important qu'il y ait INFORMATION sur les problèmes posés. D'où le rôle de publications mises effectivement à la disposition des syndiqués (et non pas seulement aux "responsables"). La tenue d'assemblées d'information est également importante et complémentaire.

Par les mêmes voies, publications et assemblées, doit s'engager la DISCUSSION. Celle-ci doit se dérouler en toute liberté. Les excommunications, les arguments d'autorité ("Faites confiance à ceux qui savent") doivent être prohibés.

Enfin la DECISION est prise. Ce sera la plupart du temps en assemblée générale. A la majorité des voix. Les assemblées réunissant un trop grand nombre d'individus risquent de créer un climat défavorable à la liberté de choix. Il peut être utile de les scinder en parties quantitativement limitées. Cette nécessité démocratique de réunir des assemblées délibérantes, numériquement limitées est encore plus importante au niveau de la discussion. Chaque syndiqué devant être responsable, les décisions seront prises à main levée. Toutefois, il peut y avoir des conditions où la liberté de choix ne peut être respectée que par des votes à BULLETINS SECRETS.

On peut espérer que la décision majoritaire correspond le mieux aux intérêts des syndiqués. Toutefois, la règle de la majorité ne signifie pas que la majorité ait raison. C'est seulement une convention qui permet d'agir.

Les DECISIONS étant prises, il reste à les appliquer. Pour certaines (grève par exemple), l'application coule de source. Pour d'autres, il faut s'en remettre à une commission administrative (ou toute autre dénomination). Il faut donc désigner des personnes chargées d'accomplir ces tâches d'administration. En désignant ces personnes, les syndiqués vont déléguer leur pouvoir. Cette DELEGATION DE POUVOIR est nécessaire mais doit être accompagnée de certains garde-fous. D'abord l'exercice du mandat doit être CONTROLÉ. Il doit être possible à l'assemblée qui a élu de REVOQUER celui ou ceux qui s'écartent du mandat qui leur a été confié.

Il est également important que le camarade désigné à un poste ne soit pas indéfiniment réélu. Il doit y avoir une limitation du nombre des mandats renouvelables. Il faut aussi tenir compte du fait qu'il faut un certain temps d'adaptation à un poste pour y donner toute sa mesure. Le changement de responsable tous les ans peut être aussi mauvais que l'inamovibilité de fait. Pour des raisons psychologiques (qui concernent aussi bien les votants que les candidats) il est souhaitable que le vote concernant des personnes, ait lieu à bulletin secret.

## A PROPOS DE LA CHARTE D'AMIENS

"(Le syndicalisme)... prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale."

Dans cette partie de la Charte d'Amiens, le syndicat se porte candidat à la gestion de la production et de l'économie. Cela appelle certaines réflexions.

A travers la notion de syndicat, c'est en fait la candidature de la classe ouvrière à la gestion de la production et de l'économie qui est posée. Le terme "expropriation capitaliste" signifie très clairement que pour les rédacteurs de la Charte, il y a lieu de substituer à la propriété capitaliste, la propriété sociale des moyens de production. Ce qui n'a aucun rapport avec les nationalisations que JOLHAUX réclamera après la Première Guerre Mondiale.

Trente ans après la Charte d'Amiens, des ouvriers et des paysans espagnols collectivisaient des terres et des usines et les faisaient fonctionner d'une façon satisfaisante. Les travailleurs, ouvriers et paysans, démontraient leur capacité à gérer les moyens de production (voir "Espagne Libertaire" de Gaston LEVAL, "L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire" de Frank MINTZ). Toutes les leçons de cette expérience ne sont peut-être pas encore tirées.

Les rédacteurs de la Charte se sont montrés trop optimistes en laissant entendre que dans l'avenir, le syndicat groupe de production et de répartition, cesserait d'être "groupement de résistance".

La Charte d'Amiens n'y est probablement pour rien, mais nous avons vu, et continuons à voir, dans les pays où règne le capitalisme d'Etat, des syndicats ou prétendus tels, se préoccuper des objectifs de production définis bureaucratiquement, tout en se désintéressant des tâches de défense des travailleurs.

Je pense qu'il faut distinguer entre les tâches contestataires (groupement de résistance) et les tâches gestionnaires. L'une et l'autre sont nécessaires dans un système socialiste authentique et doivent faire l'objet d'organismes différents qui, dans chaque cas, doivent être l'émanation démocratique de la volonté des travailleurs.

Les camarades chargés de la gestion peuvent sous-estimer des inconvénients subis par les travailleurs; ceux-ci peuvent éventuellement sous-estimer certains impératifs de production. Une harmonisation pourra résulter de la confrontation entre tendances contradictoires. Mais la suppression d'une tendance (celle qui défend les intérêts immédiats des travailleurs) ne peut que mener au totalitarisme.

Je pense d'ailleurs que cette "société future", qui viendra peut-être un jour, doit être basée sur une multiplicité d'organismes: conseils (gestion), syndicats (résistance), syndicats de consommateurs, syndicats d'usagers du logement ...

R. B.

## SYNDICALISME D'AUJOURD'HUI :

# SYNDICALISME « COORDONNÉ » ?

par Jacques FAURE

Le syndicalisme est mis en cause. Par ses adversaires: c'est normal. Par ceux que nous appellerons les "syndicables": c'est plus inquiétant. Remis en cause par le non-dit des uns, par l'ignorance ou l'indifférence des autres, si ce n'est, plus directement, par le propos agressif et contestataire de plus ou moins bon aloi.

A y regarder de plus près, on peut d'ailleurs se demander qui, des syndicats - organismes institués - ou du syndicalisme et de la philosophie sociale dont il est l'émanation, est véritablement visé. Cette question n'est pas vaine car il est important de savoir si c'est éventuellement l'outil qui serait à réformer ou l'idée dont il procède qu'il serait urgent de réviser. Il appartient de toute évidence aux organisations syndicales, et à elles seules, de faire face aux critiques et de prendre les mesures défensives ou offensives qui leur permettront de conserver et si possible d'accroître leur audience.

C'est le sort du syndicalisme au sens le plus large du terme qui nous préoccupe ici. Le syndicalisme tel que nous pouvons tenter de le définir, c'est la forme "conscientisée" d'une réaction de protection spontanée, élémentaire, viscérale chez l'homme qui pressent qu'un pouvoir d'intervention est rendu plus efficace par la conjugaison des efforts et par l'union. Des intérêts communs, perçus comme tels, conduisent à des convergences toute naturelles. Une étude même sommaire de l'histoire des luttes sociales justifie cette affirmation. Si l'homme a respiré bien longtemps avant de savoir que c'était de l'oxygène qu'il consommait ainsi, il s'est groupé et battu pour des raisons professionnelles et pour son droit au travail bien avant de savoir que cela pourrait s'appeler un jour "syndicalisme".

Une volonté de s'en tenir aux aspects les plus "primaires" du syndicalisme ne permettrait sans doute pas d'en exalter toutes les vertus mais cette approche des problèmes a au moins l'avantage de ne pas occulter ce qui en constitue la "base". Le danger majeur, dénoncé par ses militants les plus intransigeants, par la contestation quelquefois trop systématique des "appareils", ne réside-t-il pas en fait dans une sophistication des moyens ou des méthodes à laquelle peut conduire notre société technocratique? Danger donc d'une complication affectant la communication interne et l'extériorisation qui, traduisant mal la nature profonde du syndicalisme, contribuerait à le "trahir". A quoi assiste-t-on actuellement? Des signes que tentent d'interpréter les "auspices" sociaux patentés laisseraient présager, selon ces derniers, un déclin ou une mutation du mouvement syndical: baisse d'effectifs, division et querelles, refus des travailleurs de s'engager dans les structures traditionnelles, célébration de l'apolitisme, valorisation des "coordinations informelles"...

De ce sombre tableau, noirci à l'environnement par tous ceux que le syndicalisme dérange, faut-il conclure à la fin prochaine de celui-ci? La genèse même du mouvement syndical, formé dans les luttes, confronté à des problèmes et à des difficultés permanentes est de nature à nous rassurer sur ses capacités de résistance et sur sa vitalité profonde. Ayant pris naissance dans le terrain des antagonismes de la production, tant que ceux-ci subsisteront rien n'autorise à présager son déclin ou sa disparition. Espérer en lui n'est pas faire montre d'un optimisme béat. S'il ne saurait être question de nécrologie, il faut peut-être penser en termes de "ressourcement". S'il n'a pas changé de nature, le syndicalisme se doit cependant de veiller à l'adaptation de son langage et de ses modes d'action au contexte social. De la barricade à la table ronde, l'évo-

lution peut paraître considérable... mais, du tapis vert à la rue et aux grenades à tir tendu, la distance n'est pas longue. Dans ce domaine, la régression est toujours plus rapide que les progrès. Il serait dangereux de dissocier le syndicalisme de concertation d'un syndicalisme vertueux et intégriste. Dialoguer n'est pas se perdre, tenir compte des réactions de l'opinion publique n'est pas faillir. Le syndicalisme ne peut se désintéresser de son "image". L'attitude des "basistes" des coordinations est sur ce point pleine d'enseignements utiles. Que constatons-nous?

- 1) une volonté d'exprimer les exigences d'un groupe ou d'une profession,
- 2) la tenue de réunions de concertation sur les lieux de travail,
- 3) le souci d'une légitimité démocratique,
- 4) l'élection, sur le forum, de mandataires qui ne soient pas pour autant des "plénipotentiaires" et qui pour cela sont tenus de rendre compte de façon permanente.

Un fait paraît être digne d'être souligné: c'est la prise de conscience par ceux qui se sont engagés dans le processus coordonnateur, de l'impossibilité de se passer de la structuration syndicale: ou bien, ils se considèrent comme les "surveillants" des Centrales - sinon comme leurs conseillers, ou bien sous une forme allégée, ils réinventent la "structure". Rien de dramatique dans ce nouvel épisode des luttes syndicales que des commentateurs, pas nécessairement bien intentionnés, tentent de retourner contre les organisations traditionnelles. L'erreur des coordonnateurs serait d'espérer pouvoir, sans dommage, faire fi du passé, la faute des syndicats serait d'user de l'anathème contre ceux qui pensent pouvoir agir avec plus d'efficacité en dehors de leurs rangs. Que les uns et les autres prennent garde de méditer sur certaines condamnations pas innocentes on s'en doute, sur la "syndicratie" d'où viendrait tous les maux: "une fois de plus, mais cette fois de manière éclatante, la démonstration est faite de la non-représentativité des syndicats politisés qui disposent, depuis 1945, d'un monopole exorbitant... Les "coordinations" spontanées de ces dernières semaines et la révolte des usagers des services publics ont sonné

le glas des syndicats officiels politisés (CGT, CFDT et FO), de leurs surenchères ridicules et de leurs dirigeants obsolètes et qui en sont restés à la lutte des classes". Faut-il commenter ces propos d'un ancien député RPR qui n'avaient d'autre objet que de plaider en faveur d'une association des syndicats et du patronat "afin de produire plus et mieux". Le bon apôtre concluant que "la syndicratie politisée a fait faillite".

Ne paniquons pas mais ne sourions pas trop vite. L'écho que risque de recevoir une telle thèse par une opinion "désinformée" ou par quelques usagers dérangés par une grève mérite qu'on s'y arrête. Si une leçon est à tirer des événements récents, c'est évidemment celle qui doit permettre d'assurer la pérennité du mouvement syndical français dans le respect de sa tradition et de ses spécificités. Laissons la parole au Secrétaire général de la FEN - la seule organisation qui a pu faire agir ensemble les diverses sensibilités du syndicalisme enseignant - qui a déclaré que "les coordinations d'étudiants, d'ouvriers ou d'instituteurs sont le signe d'une volonté unitaire de la base. Les syndicats devraient le comprendre." Ainsi, selon Jacques Pommatou si personne ne parle clairement de "recomposition syndicale" nombreux sont ceux qui y pensent sérieusement. La pratique de l'action commune à la base pourrait bien être la seule méthode, ou tout au moins la plus efficace, pour faire bouger le dispositif. Elle nécessite prudence et détermination car, pour ne pas porter ombrage aux "appareils" jaloux de leurs responsabilités, elle exige d'être maîtrisée à tous les niveaux. Mais la solution n'est-elle pas de revenir aux idées les plus simples, les plus fondamentales en cherchant à définir les revendications qui unissent.

Un syndicalisme sans "coordination" ne saurait demeurer en phase avec les réalités. Il ne saurait pour autant se reconnaître dans un spontanéisme irresponsable, ni dans un corporatisme étiqué. Instrument de défense ouvrière il doit aussi s'investir dans l'anticipation en recherchant les voies les plus sûres de l'émancipation des producteurs.

J. F.

# ACTUALITÉ

## LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE, LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE OUVRIÈRE.

Sous ce titre, les 29 et 30 novembre 1986 s'est tenu à Paris un colloque organisé par l'Union des Travailleurs Communistes Libertaires. Jean Moreau, retenu par d'autres tâches, avait demandé à Roger Bossière d'y représenter la R.P. Disposant d'une vingtaine de minutes, R. Bossière présenta un court historique de la R. P.

Il rappelle "la préhistoire de la R. P.": "La Vie Ouvrière" 1909-1914, la Guerre et l'abandon de l'internationalisme. Les espoirs déçus de la III<sup>ème</sup> Internationale.

Le premier numéro de la Révolution Proletarienne paraît en janvier 1925. Jusqu'à la Guerre de 39, la R.P. bataille pour un syndicalisme de lutte de classes, contre le colonialisme, contre l'Union Sacrée prélude à la guerre qui vient. Elle donne de nombreuses informations sur la Russie.

Plus particulièrement fut évoquée la Déclaration des "22": le 9 novembre 1930, des syndiqués confédérés, autonomes et unitaires, avaient adopté une résolution où ils déclaraient notamment:

"... ils se sont mis d'accord pour lancer l'idée de la reconstitution de l'unité syndicale dans une Centrale syndicale unique, sur les bases de la Charte d'Amiens. La réalisation de cette idée ne se conçoit, à leur avis, que dans la pratique de la lutte de classes et dans l'indépendance du mouvement syndical, en dehors de toute ingérence des partis politiques, des fractions et des sectes, ainsi que des gouvernements..."

Mais aussi bien la C.G.T. que la C.G.T.U. tirèrent à boulets rouges contre les "22". Non seulement leurs efforts n'aboutirent pas, mais leur comité devait se disloquer.

Sont rapidement évoqués, la lutte contre l'Union sacrée avant la Guerre de 39, les problèmes rencontrés par la R.P. après sa reapparition en avril 1947. Maintenant, la R.P. est devenue un petit bulletin trimestriel.

Un des intervenants et organisateurs de ce colloque, Daniel Guérin, tint à dire combien l'échec du Comité des 22 l'avait ulcéré. Il était à l'époque l'adjoint de Chambelland, Directeur du "Cri du Peuple", hebdomadaire, organe des minoritaires de la C.G.T.U.

De nombreuses interventions eurent lieu, toutes intéressantes. La séparation en plusieurs commissions permit la multiplicité des interventions, mais ne facilita pas la discussion.

En tout cas, ce colloque a permis de vérifier qu'il existe, dans toutes les Centrales, des gens qui ne baissent pas les bras, pour qui la lutte des classes et l'action directe (c'est à dire sans intermédiaires) continuent à avoir un sens. Petite satisfaction dans un monde qui ne nous en apporte guère.

R. B.

# Ceux qui s'en vont...

## Marcel YVON

"Ce qu'est devenue la Révolution russe" par Marcel YVON, trois conférences organisées à Saint-Etienne, par la C.G.T. à la Bourse du Travail...

C'était en 1935...

En 1936, la Révolution Proletarienne publiait ces conférences en brochure. YVON y décrivait les conditions d'existence des travailleurs russes. Il démontrait qu'il n'y avait plus de pouvoir soviétique exercé par les travailleurs. Il définissait la nouvelle classe des "spécialistes et responsables" comme classe privilégiée, exploiteuse, dominante. Il constatait la permanence de la lutte de classes: " pas plus en U.R.S.S. que nulle part, il ne peut exister d'intérêt général, d'intérêt commun entre ceux d'en bas et ceux d'en haut."

Marcel YVON avait fait son Tour de France comme compagnon menuisier. Il devint ensuite dessinateur industriel. Il entra au P.C. au tout début et se mit à étudier le russe en 1922. En 1923, il arrive en Russie et travaille comme ouvrier qualifié croyant participer à la construction du socialisme. Il y deviendra un technicien du bois, utilisé largement à l'époque en construction aéronautique. Il fut directeur d'usine et devint ingénieur après trois ans d'études. Il acquiert une expérience importante et prend conscience de la contradiction entre les idéaux révolutionnaires et la réalité contre-révolutionnaire. Il envoie à la Révolution Proletarienne des correspondances et des articles qui contribuèrent à la prise de conscience de cette réalité. Fin 1933, il est expulsé d'U.R.S.S. et rentre en France.

Outre cette brochure, il publiera chez Gallimard, en 1938, un livre "L'U.R.S.S. telle qu'elle est" avec une préface d'André Gide.

YVON était un pseudonyme, GUIHENEUF son nom véritable. Il était né en 1899. Il est décédé le 6 novembre 1986.

R. B.

## Clara THALMANN

Notre amie Clara THALMANN est décédée fin janvier 1987 à Nice. Clara fut la compagne de Paul THALMANN (PAVEL). Ils étaient Suisses tous les deux. Ils participèrent en 1936-1937 à la Révolution espagnole dans les milices de la F.A.I. puis du P.O.U.M.

Je les ai rencontrés pendant la guerre et avec quelques autres camarades nous avons créé le "Groupe Révolutionnaire Proletarien" qui dénonçait la guerre des impérialismes allemand, russe, anglais, français, américain, japonais. Contre la collaboration avec les nazis et contre le chauvinisme anti-allemand, nous appelions à la fraternisation entre prolétaires et à la lutte contre le capitalisme (libéral ou d'Etat).

Après la guerre, PAVEL participa au "Cercle Zimmerwald" qui fut créé fin 1951 à l'initiative de Maurice Chambelland.

Après 1954, les THALMANN vécurent à Nice. Des syndicalistes, des sociaux-démocrates, des anars, des gauchistes de toutes sortes, venus du monde entier, passaient chez eux. Des élèves de la "Maison de Sèvres" dirigée par Yvonne Ha gnauer, y étaient accueillis et y passaient des vacances "sur la côte".

PAVEL est décédé en 1980.

Clara et PAVEL avaient écrit leurs mémoires en allemand. Le livre fut édité en 1977 à Hambourg. Une traduction française "*Combats pour la Liberté*" fut éditée en 1983 par "La Digitale". Cette traduction fut également diffusée par nos amis de Spartacus.

R. B.

## POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL ET DÉMOCRATIQUE

par Jean MOREAU

Notre camarade Henri Aigueperse, ancien Secrétaire général du Syndicat national des instituteurs, lors de sa conférence de l'an dernier, nous expliquait qu'on disait de lui qu'il était obsédé d'unité. Le jugement de valeur pourrait aussi s'appliquer à la R.P.

Deux évènements, parmi d'autres, illustrent cette "obsession": la publication, en octobre 1956, sous la plume de notre regretté camarade Roger HAGNAUER, d'une brochure "Actualité de la Charte d'Amiens", l'adhésion de l'Union des Syndicalistes et, par conséquent de la R.P., en 1957, au P.U.M.S.U.D.

La brochure de Roger HAGNAUER reproduit en introduction de larges extraits d'un article de Pierre MONATTE paru en novembre 1906 dans "Les Temps Nouveaux". Nous en reproduisons sa conclusion, hélas! trop optimiste: "*La formidable majorité qui s'est rencontrée pour repousser la proposition du Textile (°) ne comprenait pas que des syndicalistes révolutionnaires. Les syndicats réformistes se sont ralliés à eux. Et cela prouve que s'en est fini, bien fini de toute possibilité et de toute crainte de subordination du mouvement syndical au mouvement politique.*"

Après avoir décrit la situation économique d'alors - un pays de créanciers et de rentiers dans un monde en mouvement - Roger HAGNAUER évoque le contexte politique - radicalisme gouvernemental et unité socialiste - pour montrer enfin le caractère spécifique de la Charte adoptée par les syndicalistes réunis à Amiens. Celle-ci exprime la volonté de puissance de la classe ouvrière.

Pour reprendre la formulation judicieuse de Pierre MONATTE, avec la Charte "*le militant syndicaliste de 1906 n'avait pas cherché à singer le militant de 1869, celui de la Première Internationale, il en avait retrouvé la pensée et l'avait adaptée aux besoins du moment.*"

---

(°) Celle des Guesdistes

L'intérêt que suscite la Charte aujourd'hui dépasse celui que provoque un anniversaire. Elle exprime le désir souvent confus mais toujours présent dans le mouvement social d'une unité, d'une autonomie et d'une démocratie ouvrières retrouvées.

Ce désir parfois surgit furtivement au grand jour. En témoigne l'Appel lancé en 1957, à la veille du Congrès Confédéral de la C.G.T. par Denis FORESTIER (SNI), Roger LAPEYRE (CGT-FO) et Aimé PASTRE (CGT).

Déplorant la dispersion syndicale des forces ouvrières et ses effets néfastes, nos camarades rappelaient les conditions nécessaires à tout regroupement syndical:

- "la franche reconnaissance des diverses tendances du mouvement syndical avec leur possibilité d'expression;"

- "la nécessité de développer chez chaque travailleur le sens de ses responsabilités afin de le rendre très attentif à la pratique du noyautage;"

- "le vote à bulletin secret pour l'élection des responsables, l'interdiction effective du cumul des fonctions syndicales et politiques, la révocabilité des responsables syndicaux."

Pour les auteurs de la déclaration, les principes avancés - qui s'appuient sur les Chartes d'Amiens et de Toulouse - "étaient, bien plus que des préalables, les fondements mêmes d'une réunification syndicale désirable."

Ils le demeurent encore.

Certes, en dépit de deux conférences de presse (en 1958 et en 1959), d'une manifestation sur la tombe de GRIFFUEHLES à Saclas, de journées d'études notamment à La Verrière, le 1er Mai 1959, de la constitution d'une association Loi 1901, de l'adhésion de fédérations syndicales et de syndicats, le P.U.M.S.U.D. n'eut pas le succès escompté. Deux articles, l'un de Benoît FRACHON dans "L'Humanité" du 18-2-1958, l'autre de Robert BOTHEREAU dans "F. O." du 23-1-1958, ironisèrent et en fin de compte stigmatisèrent l'initiative.

Pourtant, l'exigence d'une maison habitable pour tous demeure.

"1906 - écrivait naguère Pierre MONATTE - est un des plus beaux moments du syndicalisme."

"1956, un des plus affligeants."

1986 aussi.

Dans un temps où les chantres du néolibéralisme rêvent de construire une société à deux vitesses, l'une réservée aux nantis qui seraient performants par nature, l'autre aux exploités marginalisés, la tâche n'est-elle pas de reconstruire et de promouvoir un mouvement syndical, ouvert largement à tous les travailleurs, "refusant farouchement de se laisser mettre en laisse par les partis et les gouvernements". Ainsi les salariés pourraient-ils, dans un monde en mutation, caractérisé par les révolutions technologiques, apporter leur pierre à l'édifice pour construire une société meilleure et plus éclairée.

J. M.

# PROPOS HÉRÉTIQUES

par Jean-Louis BUREAU

L'humanité est en crise, citons pour mémoire l'Afrique du Sud, l'Afghanistan, le Liban, la famine, le chômage, les effets secondaires pervers des technologies chimique, nucléaire, informatique, biologique... Si on se limite à des problèmes immédiats, il est symptomatique que la classe politique française ignorait les aspirations de la jeunesse et du prolétariat. Elle a été absolument prise au dépourvu quand les jeunes sont descendus dans la rue pour une grande manifestation unitaire et quand la base des cheminots s'est mise en grève en dehors de tout mot d'ordre syndical. Ce ne sont pourtant pas les sondages qui manquent, mais ils concernent essentiellement la cote de popularité des différents leaders qui passent beaucoup de temps à farder leur personnage et la réalité. Ils rappellent sur ce point Marius qui avait lancé un défi à la course à Olive et qui, battu, disait: "Olive et moi avons participé à une course, je suis arrivé deuxième, mais le pauvre Olive, lui, est arrivé avant-dernier."

Dans les résultats électoraux, la classe politique ne comptabilise pas les bulletins blancs dans les suffrages exprimés, elle les noie dans les bulletins nuls et ignore les abstentionnistes dans les pourcentages des voix obtenues. Ces manipulations permettent de dire que l'élus a obtenu la majorité (des suffrages exprimés, tronqués des bulletins nuls qui expriment un désaccord global), alors qu'une description plus pertinente de la réalité indiquerait que, dans de nombreux cas, l'élus représente une petite minorité du corps électoral. Ces subterfuges ne trompent finalement personne. Ils contribuent à faire perdre l'esprit civique et retarder cette forme supérieure de l'ordre qu'est la révolution prolétarienne. Mais au fait que peuvent bien signifier en 1987 révolution, prolétariat et révolution prolétarienne? Essayer de répondre à ces questions est une opération périlleuse. Elle risque à la fois de laisser indifférents tous ceux qui agissent au coup par coup et de soulever des désapprobations indignées chez ceux qui théorisent leurs comportements. Je voudrais pourtant risquer d'aborder ces problèmes. J'ai été élevé en lisant la R.P. J'y ai appris à être un hérétique et à ne pas craindre d'aborder les sujets les plus tabous.

Critique et critique de la critique, contestation et contestation de la contestation sont des démarches de pensée nécessaires à la préparation de toute action réfléchie. C'est la démarche fondamentale de la recherche scientifique qui permet à l'homme de prévoir, dans la mesure du possible, les conséquences de ses actes et d'éviter les Tchernobil.

## LA REVOLUTION

C'est un mot qui soulève l'espoir d'éliminer les misères et les souffrances de notre monde. Au début de ce siècle, les révolutionnaires chantaient "du passé faisons table rase... le monde va changer de base." Ils étaient pénétrés par l'idée de progrès que laissaient entrevoir les révolutions techniques engendrées par les révolutions scientifiques des Kepler, Galilée, Newton, Lavoisier, Faraday... Ils avaient oublié qu'avant eux les révolutionnaires voulaient revenir en arrière, retrouver le paradis perdu. Originellement, la révolution, c'est le mouvement d'un mobile qui parcourt continuellement la même courbe, par exemple le mouvement de la Terre autour du Soleil.

Les révolutionnaires du début de ce siècle avaient changé le sens de la révolution, défendue par leurs ancêtres. Les trahissaient-ils pour autant? Je ne le

pense pas, ils combattaient toujours pour un paradis terrestre, mais ils ne croyaient plus que c'était un paradis perdu, un jardin délicieux où vivaient innocents et heureux Adam et Eve. Ils ne croyaient plus que leurs malheurs venaient du fait qu'Eve avait croqué au fruit défendu de l'Arbre de la connaissance. Ils pensaient que la connaissance est un bien inestimable, que seule la vérité, la Pravda est révolutionnaire et là, je crois sincèrement partager un sentiment profond avec tous les fondateurs de la R.P. Le syndicalisme révolutionnaire ne se conçoit pas sans les cours du soir dans les Bourses du Travail. Par contre, les désaccords et les discussions peuvent porter sur les cours et leur contenu. Il faut éliminer les complications inutiles qui noient le poisson, mais il ne faut pas enseigner un catéchisme ou des fausses sciences.

En 1925, la Russie dite soviétique était devenue le pays du grand mensonge où se développaient de nouvelles formes d'exploitation de l'homme par l'homme. Les syndicalistes révolutionnaires ne pouvaient faire autrement que de montrer au prolétariat ces nouveaux dangers pervers. En 1987, le monde a évolué: les dangers pervers ont pris d'autres formes diverses et subtiles. A la R.P., on se doit d'étudier honnêtement et objectivement ces nouveaux problèmes. C'est la condition indispensable pour mener à bien une révolution, qu'elle soit prolétarienne ou non.

### LE PROLETARIAT

C'est encore un mot dont le sens a évolué. Originellement, c'était la partie la plus pauvre de la classe plébéienne à Rome. Les seules richesses qu'il apportait à la cité et à l'empire étaient ses enfants. Il était ce que seront peut-être un jour les mères porteuses dans "le meilleur des mondes" que peut nous préparer la révolution biologique en cours.

Il est amusant de noter que les fondateurs de la R.P. étaient de fervents adeptes de la contraception. La révolte des femmes prolétaires était de faire "la grève des mères pour que leurs fils ne meurent pas pour des tyrans." Ils avaient peu ou pas d'enfants.

Pour eux, comme dans les théories marxistes, le prolétariat était une partie limitée de la population, mais le prolétariat était la classe montante créée par le régime capitaliste. Le prolétariat était la classe qui n'avait pas de propriété privée et dont la seule richesse était la force de travail. Un artisan ou un petit fermier n'était pas un prolétaire, ils possédaient leur outil de travail. Même un ouvrier agricole, une femme de ménage, certains employés de bureau sans biens n'étaient pas, en toute rigueur, des prolétaires. Ils travaillaient en ordre trop dispersé et n'étaient pas déterminés à s'engager dans la lutte de classes contre le patronat. La théorie distinguait aussi le prolétariat du lumpen prolétariat qui vivait d'aumônes et d'allocations comme le prolétariat romain à qui les César distribuaient du pain produit par les esclaves et offraient des jeux de cirque où mouraient bêtes dites sauvages, esclaves gladiateurs ou mauvais esprits qui ne croyaient pas aux dieux païens.

En 1987, les prévisions des théories marxistes ne se sont pas réalisées. Le nombre de prolétaires au sens marxiste du terme, loin d'augmenter, a diminué. Mais ces définitions restrictives du prolétariat m'ont toujours paru absurdes et correspondre à des conceptions fausses de l'économie et des problèmes humains.

### ESSAI D'ACTUALISATION

Pour moi, mais je comprends qu'on critique ces points de vue, un prolétaire est un adulte conscient et responsable qui lutte pour ne pas être exploité mais qui se refuse d'être un exploiteur que ce soit sous la forme minable du lumpen prolétariat ou la forme aristocratique des nantis. Un chercheur du C.N.R.S., un médecin hospitalier, un artisan sont des prolétaires au même titre qu'un cheminot ou un métallo. Ils fournissent un travail utile équivalent à celui qu'ils con-

somment. La seule formule qui me semble réaliste pour les 50 ans à venir est "A chacun suivant son travail". La formule: "A chacun suivant ses besoins" me semble absolument irréaliste et peut conduire à des formes perverses d'exploitation de l'homme par l'homme. Il est certain qu'il faut une solidarité humaine et que les handicapés à vie doivent être secourus mais, dans la mesure du possible et pour leur santé mentale, il me semble important qu'ils se sentent utiles et fournissent un travail utile. Un être humain en bonne santé hérite des techniques efficaces mises au point dans le passé, son travail peut être très productif aussi se doit-il de rembourser le travail qu'il a consommé quand il était un jeune improductif et accumuler le travail qu'il consommera quand il deviendra un vieillard improductif. Un individu doit toujours restreindre ses besoins infinis qui demandent un travail infini pour être satisfaits.

Même si on supprime les productions absurdes comme certains gadgets ou les armements en libérant les primates humains du fanatisme ou des désirs d'hégémonies économiques, nationales, raciales, idéologiques, même si on utilise au mieux les possibilités de l'automation et de la télématique, il restera toujours, à mon humble avis, des travaux désagréables que les petits malins essaieront de faire faire aux autres.

La révolution prolétarienne c'est créer les conditions de l'épanouissement de l'homme, au-delà de tout ce qui peut être prévu actuellement, en évitant l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est un vaste programme qui demande énormément de travail et d'effort et qui rend absurde la notion de chômage.

J.-L. B.

## ENTRE NOUS

En trois points d'égale importance: 1) nous ne manquons pas d'articles "en attente": des camarades Aubery (Lettres d'Amérique),

Lamizet (Défense de la CFDT). Tous ces "papiers" passeront.

2) Mais il nous faut de l'argent: ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ.

3) Enfin, nous devons ÊTRE NOMBREUX, camarades abonnés de la R.P. et sympathisants à la réunion du 26 mars qui sera aussi notre A.G. statutaire.

Camarades, nous comptons absolument sur vous.

Merci d'avance!

---

La Révolution prolétarienne, Revue syndicaliste révolutionnaire, fondée par Pierre Monatte en 1925.

Directeur de la publication: Jean MOREAU

Siège social: 26, rue des Rosiers - 75004 Paris (Tél.: 48 87 59 80)

Imprimerie: Les E.P., 232, rue de Charenton - 75012 Paris.

Abonnement: 70,00F. par an Le numéro: 20,00F.

Adressez votre abonnement et votre souscription à:

"Les Amis de la Révolution prolétarienne", CCP.: 8 044 64 Y - Paris.